

INTERVIEW - Le philosophe analyse les propos d'Emmanuel Macron sur le libéralisme, «une valeur de gauche», selon le ministre de l'Économie. Il y voit une preuve supplémentaire des bouleversements idéologiques qui recomposent l'échiquier politique.

LE FIGARO. - Emmanuel Macron affirme que «le libéralisme est de gauche». S'agit-il d'une captation idéologique?



François-Xavier Bellamy

François-Xavier BELLAMY*. - Ce n'est clairement pas une captation idéologique, puisqu'il y a une vraie tradition libérale de gauche ; mais c'est une mise au point, en ce sens qu'Emmanuel Macron valide par là le déplacement des plaques tectoniques du débat intellectuel et politique entamé avec la chute du mur de Berlin. Dans un monde bipolaire, le libéralisme était anticomuniste, et donc de droite. Aujourd'hui, après avoir porté des réformes de société très libérales sans les assumer comme telles, la gauche au gouvernement accepte enfin de revendiquer un libéralisme cohérent.

Qu'est-ce que ce libéralisme de gauche?

On pourrait définir ce libéralisme de gauche par la volonté de déconstruire tout ce qui précède le choix des individus. Dans un entretien au *Nouvel Obs*, Manuel Valls présentait comme l'objectif final d'une politique de gauche «l'émancipation de l'individu». Emmanuel Macron le rejoint, par exemple, lorsqu'il critique le concept de «tabou». Sous ce nom, la gauche dénonce tous les interdits qu'elle veut briser ; il s'agit donc de défaire les héritages

culturels, familiaux, spirituels, et même naturels, dans lesquels elle ne voit, selon les mots de Vincent Peillon à l'Assemblée nationale, que des déterminismes auxquels il convient d'arracher l'individu.

Une part de la droite semble partager cette vision...

De ce fait cette conception de la liberté a largement irrigué le paysage politique, et la droite s'est longtemps soumise à cette entreprise de déconstruction qui se présentait comme un progrès.

La mandature Hollande peut-elle être qualifiée de libérale?

On peut dire qu'elle aura été marquée par la contradiction qui a longtemps marqué la gauche française, cette tension entre un libéralisme sociétal affirmé et la multiplication des freins à l'initiative individuelle en matière économique. Avec 57 % du PIB consacré à la dépense publique, la France est aujourd'hui encore très loin du libéralisme global qu'Emmanuel Macron appelle de ses vœux...

Si la gauche est libérale, que peut être la droite?

Le piège serait pour la droite de se crisper maintenant dans un conservatisme étroit, au motif que la gauche revendique la liberté. La situation actuelle offre une chance historique de clarifier les termes mêmes du débat public. Ce que la gauche nous propose, quand elle nous parle de liberté, c'est, dans tous les domaines, l'atomisation individualiste ; et derrière la revendication de «droits» nouveaux, l'égoïsme décomplexé. Pour Emmanuel Macron, «tous les jeunes doivent rêver d'être milliardaires» ; proposons d'autres rêves à la génération qui vient, des rêves qui donnent toute sa consistance à l'idée de liberté! La droite doit se saisir de ce travail et, au lieu de la solitude du consommateur, proposer une société d'acteurs libres, engagés et responsables.

Le libéralisme est-il forcément révolutionnaire? Existe-t-il une perspective «libérale conservatrice»?

La vraie révolution aujourd'hui consiste sans aucun doute à reconnaître, dans la crise d'adolescence collective que nous semblons traverser, que notre liberté n'est pas immédiate, et qu'elle suppose l'humilité qui reconnaît et reçoit l'enracinement qui la fait croître. La liberté se nourrit d'un héritage, d'une langue, d'une éthique, dont la déconstruction - qui a pourtant été opérée depuis cinquante ans au nom de l'émancipation individuelle - ne peut mener qu'à une aliénation définitive.

La liberté de penser, d'agir, de juger ne sont pas des productions spontanées ; elles sont le résultat du travail patient de la culture. Dans la folie de ce déni où nous croyons trouver notre affranchissement, nous ne faisons que permettre la standardisation à grande échelle des comportements, des opinions, et des personnes. Inspirée par ce libéralisme individualiste, une mondialisation débridée rejoint les idéologies les plus coercitives pour produire de l'uniformité, de l'indifférenciation et de l'indifférence à grande échelle.

« La liberté se nourrit d'un héritage, d'une langue, d'une éthique, dont la déconstruction - qui a pourtant été opérée depuis cinquante ans au nom de l'émancipation individuelle - ne peut mener qu'à une aliénation définitive »

Le clivage droite/gauche est-il encore pertinent?

La cohérence retrouvée de la gauche redonne à la droite sa pleine nécessité. La liberté au nom de laquelle une grande partie de la gauche revendique aujourd'hui la PMA, la GPA, l'euthanasie ou le suicide assisté se veut totale et irresponsable. La droite doit maintenant, en renouant avec son héritage intellectuel, montrer combien il est nécessaire de préserver les conditions éthiques d'une société authentiquement humaine, et pour cela de recevoir et de transmettre l'héritage culturel qui peut seul fonder notre avenir. Ainsi sera refondée pour les individus la perspective de relations réelles, par lesquelles ils puissent échapper à la solitude de l'intérêt pour vivre l'expérience d'une liberté totale, parce que responsable.

Il y a aussi une gauche non libérale, celle de Michel Onfray...

Dans cette recomposition idéologique, au-delà de toutes les étiquettes, il faut évidemment s'attendre à des convergences nouvelles.

Le but ultime du libéralisme est-il la disparation de la politique?

Le libéralisme, en effet, a été dans l'histoire ce que Schmitt appelait «le mouvement ultime de dépolitisation et de neutralisation» de la société. En ce sens, les réformes sociétales de la gauche libérale, tout comme la vision économique défendue par Emmanuel Macron, tendent en même temps à la dérégulation, et à la déconstruction de

l'État ramené au rôle de gestionnaire technique des interactions sociales. Mais il est clair, là encore, qu'il ne peut y avoir de liberté véritable sans qu'elle soit sous-tendue par une loi commune, dont l'ordre protège, éclaire et consolide les choix individuels. Quand la politique fait défaut - et c'est l'honneur d'une partie de la gauche de n'avoir cessé de le rappeler -, c'est toujours le plus faible et le plus fragile dans la société qui en paie le prix.